

Mauricio Rojas

Les trompeurs du millénaire

Quelques idées fausses sur la fin du travail

Traduction française par David W. Versailles.
Titre original : Millennium Doom. Fallacies about the end of work,
The Social Market Foundation, février 1999

Mauricio Rojas est Professeur Associé au département d'histoire économique de l'université de Lund. Né au Chili en 1950, il a émigré en Suède en 1974. Il est l'auteur de nombreuses publications sur les problèmes de l'émigration et du développement.

Le **Centre for the New Europe (CNE)** est un institut paneuropéen de recherche et de réflexion sur des questions d'ordre économique, politique et social.

Le CNE entend, par ses propositions, encourager la croissance économique et l'entreprise dans une société ordonnée fondée sur la liberté de choix et la responsabilité individuelles.

Les publications du CNE visent à promouvoir les initiatives allant dans ce sens et à nourrir le débat public. Elles peuvent être obtenues auprès de CNE, Avenue Louise 326, B6, 1050 Bruxelles, Belgium. Tél. +32 2 646 89 83, fax +32 2 648 04 62, email: info@cne.be

The Stockholm Network, le réseau de Stockholm:

Le réseau de Stockholm marque la coopération entre les principaux centres de recherche privés européens qui travaillent en faveur du libéralisme classique. Son but: œuvrer pour créer les conditions initiales d'un débat convenablement informé sur l'Etat-Providence, en vue de sa réforme.

Le groupe comprend **Timbro** en Suède, la **Social Market Foundation** à Londres, **Paradigmes** à Paris et le **Centre for the New Europe** à Bruxelles.

Le réseau organise des séminaires à travers l'Europe, invitant des universitaires indépendants et d'autres experts à échanger des informations et des idées. Il produit également des publications sur des domaines essentiels de la politique publique.

Août 2000

Imprimé en Allemagne

ISBN 90-75724-12-8

Préface à l'édition française

Les trompeurs du millénaire, intitulé en suédois *Valserma om arbetets slut*, parut en avril 1998. Il s'agissait alors, à l'aide de statistiques facilement accessibles et d'analyses relativement simples, de démontrer le caractère irréaliste et nuisible du mythe sur la fin du travail. L'idée selon laquelle un chômage croissant et une pauvreté largement répandue seraient les seules perspectives que pourrait nous offrir une économie de marché ouverte et dynamique semblait à ce point ancrée dans les esprits qu'un travail d'information de base paraissait impératif.

Mon ouvrage a été accueilli avec enthousiasme en Suède. Ceci nous a conduit à en présenter une traduction anglaise, italienne et allemande qui ont elles-mêmes connu un grand succès à leur parution. Les hérésies sur la fin du travail sont malheureusement très répandues en Europe occidentale, le ramassage des ordures est urgent et ne semble pas être limité à la Suède.

L'ouvrage paraît aujourd'hui en français ce dont je me réjouis fort. Car c'est précisément dans la communauté francophone que nombre d'idées fausses sur la fin du travail ont été propagées. *L'horreur économique* de Viviane Forrester en est l'exemple-type par ses descriptions et ses prophéties sur un appauvrissement général futur. Les théories sur la fin du travail résumées dans son ouvrage sont reprises et soumises à la critique ici.

A l'occasion de la parution de la version française qui paraît presque simultanément à la seconde édition suédoise, j'ai réactualisé l'ensemble des données statistiques. Les résultats n'ont fait que confirmer le caractère profondément erroné des théories émises par les prophètes de malheur sur la fin du travail. A l'ère de la révolution de l'information et de la globalisation de l'économie, il reste tant de chances à saisir. Cela suppose cependant que les partisans d'une société ouverte restent vigilants et empêchent les ennemis de celle-ci de nuire à tout débat public.

Lund, juillet 2000

Mauricio Rojas

Professeur d'histoire économique à l'université de Lund et

Directeur général du Centre **pour la prospérité après l'Etat-providence**

Sommaire

Sommaire	3
Liste des tableaux	4
Introduction	5
Première idée fausse : La fin du travail	8
Illustration	9
La version anglo-saxonne	9
La version allemande	9
La version française	10
Explication	10
Deuxième idée fausse : Les nouvelles technologies détruisent nos emplois	17
Illustration	18
La version anglo-saxonne	18
La version suédoise	18
La version française	18
Explication	19
Troisième idée fausse : La machine américaine à créer des emplois fabrique surtout des emplois précaires	25
Illustration	26
La version suédoise	26
La version française	26
La version allemande	27
Explication	27
Quatrième idée fausse : « Ils » prennent nos emplois	34
Illustration	35
La version de Paul Krugman	35
La version internationale (Davos)	35
La version américaine	36
Explication	36
Notre besoin d'idées fausses sur la fin du travail	42
Victimes des idées fausses	45
Références	48

Liste des tableaux

Tableau 1, L'emploi dans quelques pays industrialisés (1975 et 1998)	10
Tableau 2, L'emploi dans quelques pays industrialisés, variations en %	11
Tableau 3, Variations de l'emploi dans l'Union Européenne (1975-1995).....	12
Tableau 4, L'emploi industriel en Chine et dans le reste du monde	14
Tableau 5, Revenu par tête dans les pays asiatiques	15
Tableau 6, Mortalité infantile et espérance de vie dans les pays asiatiques.....	16
Tableau 7, Croissance de l'emploi, Etats Unis et Japon	20
Tableau 8, Variations de la population, du PNB réel, du temps travaillé et du taux d'activité ; élasticité emploi de la croissance en volume de postes et en volume horaire	21
Tableau 9, Elasticité emploi de la croissance à partir des volumes d'emploi	22
Tableau 10, Elasticité emploi de la croissance à partir de volumes horaires	22
Tableau 11, Structure de l'emploi aux Etats Unis par catégories	28
Tableau 12, Structure des nouveaux emplois aux Etats Unis, en proportion de la population active, par catégorie.....	29
Tableau 13, Structure de l'emploi aux Etats Unis, par qualification	30
Tableau 14, Emplois hautement qualifiées aux Etats Unis, en 1983, variation de 1983 à 1995 (en pourcentages) : population nette, femmes et Afro-Américains.....	31
Tableau 15, Evolution des emplois les plus qualifiés (base 100: 1983).....	31
Tableau 16, Croissance de l'emploi de 1983 à 1995, par rapport au revenu médian	32
Tableau 17, Exportations mondiales par région en 1980 et 1994	37
Tableau 18, Variation de la part des pays industrialisés dans les exportations mondiales de biens industriels, de 1980 à 1994	39

Introduction

Nous vivons une époque remarquable. Le pouvoir créatif de l'humanité est plus grand aujourd'hui que jamais auparavant. Jamais autant d'emplois n'ont été créés que dans les vingt-cinq dernières années. Jamais autant de personnes n'ont amélioré leur niveau de vie de façon aussi radicale qu'au cours des deux dernières décennies. Mais, au lieu de faire l'éloge des percées globales de développement qui sont apparues dans les années récentes, et d'envisager les possibilités qui en découlent, de plus en plus de personnes semblent comme magnétisées par toutes sortes de prophètes de malheur qui sévissent dans les pays développés de l'Europe. Au lieu d'œuvrer contre le chômage de masse de nos sociétés et contre les difficultés croissantes à faire partie du développement global, nous sommes fermement disposés à interpréter ces problèmes comme la preuve manifeste que la fin du monde est proche. C'est un peu comme si nous pensions que l'histoire du monde est toujours une note de bas de page dans le cours de l'histoire de l'Europe, que nos propres problèmes sont encore ceux du monde entier, et que le monde est à deux doigts de succomber parce que nous sommes, aujourd'hui, incapables de le manipuler comme nous le faisons auparavant.

Depuis les années 1970, la tragédie de la fin du monde a été prophétisée régulièrement. Pénurie de matières premières, changements climatiques désastreux, explosion démographique ingérable et famine générale: voici quelques exemples rapides des plaies qui, sans l'ombre d'un doute, auraient dû précipiter le monde dans l'abîme. Les descriptions qu'en font aujourd'hui les prophètes du malheur sont essentiellement dominées par deux thèmes: la globalisation et la disparition du travail. Souvent d'ailleurs, les deux se rejoignent pour constituer une grande menace, dans un scénario où les technologies de l'information et les Asiatiques sous-payés prennent nos emplois. L'économie de marché n'y étant pas tenue en laisse, les multinationales impitoyables et les travailleurs appauvris du Tiers Monde menacent conjointement notre prospérité, notre démocratie et notre survie nationale. L'argument se présente alors sous la forme suivante: l'ancienne société d'abondance se voit transformée peu à peu en un nouveau Tiers Monde. Dans *Die Globalisierungsfalle* [le piège de la globalisation], Hans-Peter Martin et Harald Schuman décrivent la Terre comme « une planète en haillons qui ne comporte que des mégapoles regroupant les méga-taudis où des milliards de personnes vivent dans la misère » (p. 40).

Les connotations politiques de cette vision apocalyptique ne sont pas difficiles à percevoir. Pour les prophètes du malheur, le traître est le plus souvent l'économie de marché et la solution à nos problèmes réside dans l'abolition de ses mécanismes fondamentaux. Dans ce contexte, la description de l'imminence du scénario catastrophe révèle son objectif :

convaincre des lecteurs horrifiés que le monde ne peut être sauvé qu'en mettant en place un système social totalement nouveau, une nouvelle organisation de la vie en société, de la production et, ce n'est pas la moindre innovation, un nouveau mode d'allocation des richesses produites. C'est ce qu'explique Göran Rosenberg, un journaliste suédois de premier plan, dans un article particulièrement remarqué intitulé 'I vårt lönearbetes svett?' [*i.e.* 'Dans la douceur de notre travail']:

« La tâche qui nous attend ne consiste pas seulement à produire plus et plus efficacement, mais également à trouver de nouveaux mécanismes pour allouer les résultats de la production et nourrir la production du social par la société. [...] nous savons que l'arrangement du travail salarié qui existe aujourd'hui est de moins en moins à même d'établir un lien, à échéance raisonnable, entre les personnes et les tâches à accomplir; nous savons que cet arrangement n'est pas capable d'allouer efficacement à une périphérie toujours plus nombreuse les profits de la production retirés d'un centre de plus en plus étroit. Rien n'est capable de procurer une place et de donner un sens à la vie de millions de personnes. Aucune vision socialement viable de la société n'est produite. » (pp. 41-2).

Dans le corpus toujours plus volumineux de la littérature sur la démission du travail et sur la misère de la globalisation, le dernier best-seller est signé Viviane Forrester, *L'horreur économique*. C'est un ouvrage parmi les moins objectifs et les plus manipulateurs que j'aie jamais lu. Il n'est pas difficile de concevoir pourquoi ce livre a autant de succès. Sa force réside dans la capacité à exploiter sans nuances les peurs et les frustrations générées par le chômage de masse de nos sociétés européennes, de façon à brosser le scénario d'un film d'horreur qu'aucun autre prophète de cataclysme n'a été en mesure d'approcher. Forrester ne dit pas que le travail a disparu, elle ne célèbre pas non plus le fait que « l'accélération de la croissance du chômage dans les pays développés tend, subrepticement, à conduire ces pays à la pauvreté du Tiers Monde » (p. 149). Bien plus, elle insinue et revendique l'idée que nous nous dirigeons, ou que nous risquons de nous diriger, vers une société dans laquelle les masses superflues pourraient bien être anéanties:

« Jamais l'ensemble des humains ne fut autant menacé dans sa survie. [...] Pour la première fois, la masse des êtres humains n'est plus matériellement nécessaire [...] Au cours de l'histoire, la condition humaine fut plus maltraitée que de nos jours, mais c'était par des sociétés qui, pour subsister, avaient besoin des vivants. Et de vivants subalternes en grand nombre. Tel n'est plus le cas. » (pp. 164-5 Livre de Poche).

Mon appréciation sur ce livre et, plus encore, les informations sur son succès stupéfiant, m'ont décidé à consacrer un peu de temps à l'examen des allégations fondamentales de ce genre littéraire. J'ai senti que c'était de mon devoir, non seulement parce que ces idées fausses sont devenues monnaie courante, mais par dessus tout parce qu'il s'agit d'idées dangereuses, dont la fausseté nourrit les tensions sans cesse grandissantes entre les différents groupes de la population de nos sociétés. De surcroît, elles empoisonnent les relations internationales.

Dans cet opuscule je passerai en revue, successivement, les quatre principales idées fausses qui existent dans la littérature sur la disparition du travail. Je résumerai d'abord chacune

d'elles, puis je les illustrerai à partir de différents extraits significatifs. Ensuite j'examinerai attentivement les faits à l'aide d'un matériel statistique relativement simple, déjà disponible pour l'essentiel; cela permettra de comprendre pourquoi ces idées sont fausses. A la suite de ces chapitres, je donnerai quelques unes des raisons pour lesquelles ces idées fausses se sont propagées, et brièvement, j'exposerai quels individus en souffrent le plus directement.

Première idée fausse :
La fin du travail

Illustration

L'histoire du monde est entrée dans une nouvelle époque. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le développement conduit progressivement à diminuer le nombre des emplois. Un jour ou l'autre, la majorité de la population mondiale sera exclue du marché de l'emploi, dans un monde sans travail. Des millions d'anciens emplois disparaissent et très peu d'autres sont créés. Cela ruine des millions de vies humaines et la vie de la société décline à grande échelle à cause d'un système, l'économie de marché, fondé sur des emplois rémunérés toujours plus rares.

La première idée fautive, basique, est résumée dans le paragraphe précédent. Il est possible de donner trois exemples typiques de cette erreur.

La version anglo-saxonne

Depuis ses débuts, la civilisation s'est largement structurée autour du concept de travail. [...] Aujourd'hui, pour la première fois, le travail, sous sa forme humaine, est éliminé systématiquement du processus de la production. [...] Une nouvelle maladie économique, étrange et apparemment inexplicable, s'étend comme une épidémie mortelle, taille inexorablement sa route au milieu des marchés, détruit des vies et déstabilise des groupes humains entiers sur son passage.

Jeremy Rifkin, *The end of work*, trad fr pp. 21-2.

La version allemande

Un changement d'époque de dimensions globales a éclaté sur nos têtes, entraînant déclin, récession économique et dégénérescence culturelle, toutes choses qui déterminent les vies quotidiennes de la plupart des individus dans le monde en lieu et place du progrès et de la prospérité. Relocalisation, rationalisation, réduction de la production et licenciements: l'économie high-tech ronge les opportunités d'emploi créées par l'Etat Providence et envoie les consommateurs au chômage. Un tremblement de terre économique et social de proportions sans précédent est à notre porte: aucune fin n'est en vue dans la perte des opportunités d'emploi. [...] la société à deux vitesses¹ est à notre porte.

Hans-Peter Martin et Harald Schumann,
Die Globalisierungsfalle, p. 42 et pp. 126-7.

¹ NdT : Les auteurs font référence à la société 20% vs. 80%, où 20% des individus détiennent 80% des richesses, et réciproquement.

La version française

Nous vivons au sein d'un leurre magistral, d'un monde disparu que nous nous acharnons à ne pas reconnaître tel, et que des politiques artificielles tentent de perpétuer. Des millions de destins sont ravagés, anéantis par cet anachronisme dû à des stratagèmes opiniâtres destinés à donner pour impérissable notre tabou le plus sacré: le travail. Cette fraude générale nous contraint à préserver un reste de société caduque, de telle façon qu'un nouveau type de civilisation puisse se mettre en place subrepticement, où seule une fraction très limitée de la population mondiale remplira des fonctions utiles. L'extinction du travail passe pour une simple éclipse, alors que, pour la première fois dans l'Histoire, l'ensemble des êtres humains est de moins en moins nécessaire au petit nombre qui façonne l'économie et exerce le pouvoir.

Viviane Forrester, *L'horreur économique*,
p 9 (premiers mots), et dernière de couverture

Explication

Laissez-moi commencer par une présentation simple des développements actuels sur l'emploi dans certains pays industrialisés entre 1975 et 1998.

Tableau 1

L'emploi dans quelques pays industrialisés entre 1975 et 1998

En milliers (colonnes 1, 2 et 3); en pourcentages (colonne 4)

	1	2	3	4
	1975	1998	Variation	Var. en %
Canada	9 284	14 326	5 042	54,3
États-Unies	85 864	131 463	45 599	53,1
Australie	5 866	8 597	2 731	46,6
Japon	51 530	64 440	12 910	25,1
Grande-Bretagne	24 560	26 930	2 370	9,6
France	20 860	22 290	1 430	6,9
Allemagne*	25 540	27 170	1 610	6,3
Italie	19 400	20 170	770	4,0
Suède	4 056	4 034	- 22	- 0,5

*sans l'ancienne Allemagne de l'Est. Sources: *Statistical Abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census); *Japon Statistical Yearbook 1998* (Statistics Bureau); *Employment in Europe 1996* (Commission Européenne); *One Hundred Years in economic statistics* (The Economist Publications, 1989); *The Europa World Book 1997* (Europa Publications); *Statistisches Jahrbuch der Schweiz 1991* (Bundesamt für Statistik); *The Far East and Australasia 1998* (Europa Publications).

Le tableau 1 montre clairement que certains pays développés ont été capables de créer de nombreux emplois nets, alors que d'autres, essentiellement les pays européens et la Suède

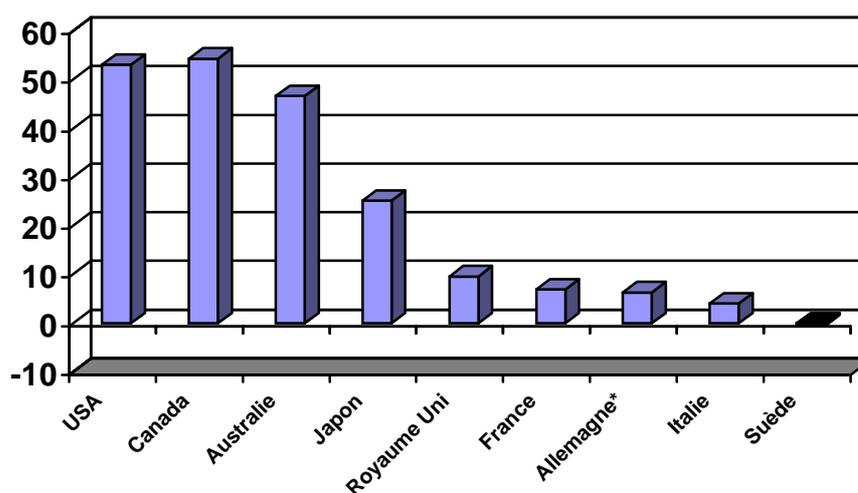
en particulier, n'ont pas eu cette capacité. Au Etats-Unis, au Canada, en Australie et au Japon, le nombre d'emplois s'est accru de 66 millions de postes entre 1975 et 1998, un nombre saisissant par son importance lorsqu'on songe que le travail est en train de mourir, si l'on accorde foi à la première idée fausse. Seule dans ce cas en compagnie seulement de l'Espagne et de la Finlande, la Suède présente une valeur négative; c'est bien évidemment déplorable mais, comme on peut le voir facilement, cela n'a rien en commun avec une disparition du travail.

La différence de capacité à créer de l'emploi entre les pays industrialisés peut être illustrée par le **Tableau 2** qui reprend les valeurs de la quatrième colonne du **Tableau 1**.

Tableau 2

**L'emploi dans quelques pays industrialisés
entre 1975 et 1998**

En pourcentages (colonne 4 du tableau 1 p 10 supra)



Sources: *Statistical Abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census); *Japon Statistical Yearbook 1998* (Statistics Bureau); *Employment in Europe 1996* (Commission Européenne); *One Hundred Years in economic statistics* (The Economist Publications, 1989); *The Europa World Book 1997* (Europa Publications); *Statistisches Jahrbuch der Schweiz 1991* (Bundesamt für Statistik); *The Far East and Australasia 1998* (Europa Publications).

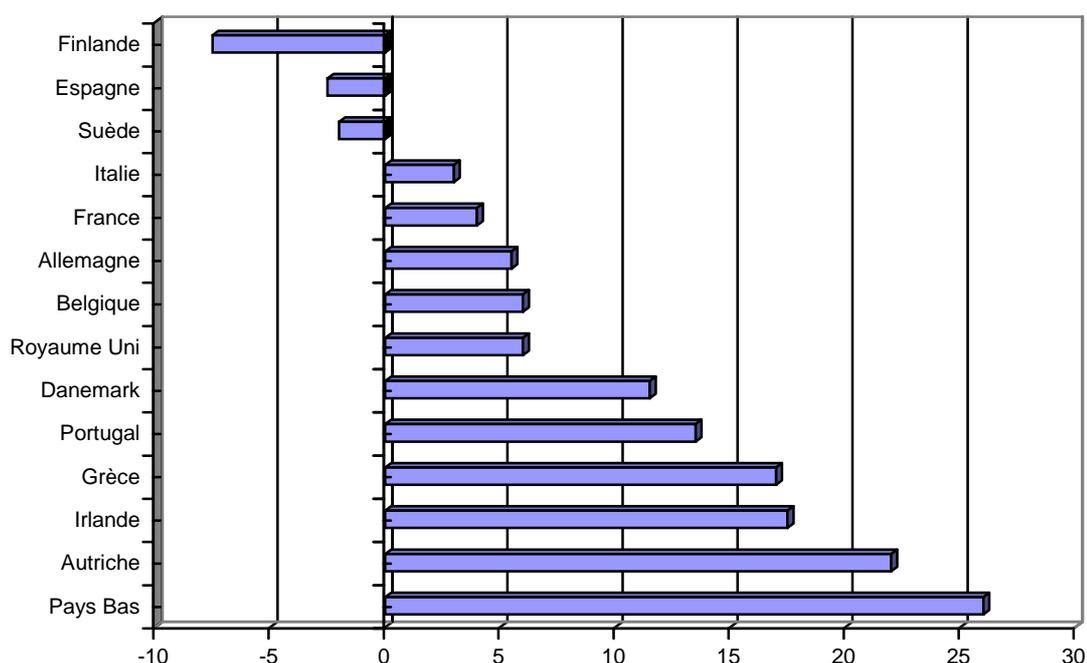
* Allemagne sans l'ancienne Allemagne de l'Est.

Consultant ce diagramme, nous constatons que l'Union Européenne présente elle aussi une certaine croissance de l'emploi pendant la période en question. L'assertion selon laquelle le travail arrive à sa fin n'est pas non plus valide dans le cas de l'Union Européenne, mais cet accroissement masque des situations très différentes entre les pays de l'Union. Certains pays, comme les Pays Bas, l'Autriche ou l'Irlande par exemple, démontrent une capacité considérable à créer de nouveaux emplois, manifestant un contraste saisissant avec certains pays qui sont réellement représentatifs de cette forme de croissance qui ne crée pas

d'emplois, à savoir l'Espagne, la Suède et la Finlande. Ces variations sont visibles sur le **Tableau 3** à la page 12.

Tableau 3

**Variations de l'emploi à l'intérieur de l'Union Européenne
entre 1975 et 1995 (en pourcentages)**



NB: l'Allemagne n'inclut pas l'ancienne Allemagne de l'Est

Sources: *Employment in Europe 1996* (Commission Européenne).

La thèse sur la fin du travail devient encore plus remarquable si nous élargissons notre perspective pour tenir compte des développements survenus globalement au cours des vingt dernières années. Nous trouvons alors une expansion surprenante de l'emploi: malgré une croissance certaine du chômage dans les pays développés les moins dynamiques, il a été possible d'absorber la plus dramatique croissance de la population active de toute l'histoire du monde. Entre 1980 et 1997 la population active mondiale a augmenté de 800 millions d'individus (World Bank 1999). Les succès les plus spectaculaires dans cette perspective ont été atteints par la croissance très rapide des économies de l'est et du sud-est de l'Asie. En Chine, la population active a augmenté de 12 millions de personnes par an entre 1980 et 1994, mais ce pays créait aussi 15 millions d'emplois nets par an au milieu

des années 1990. Le développement a rendu cette chose possible : non seulement mettre au travail les individus toujours plus nombreux arrivant sur le marché, mais encore procurer de nouveaux emplois à tous ceux qui quittaient l'agriculture pour d'autres secteurs économiques. En Chine, la masse des salariés de l'agriculture a baissé de 5 millions d'individus par an au milieu des années 1990 (source: World Bank 1996 et Europa Publications 1998). Le même type de développement positif caractérise presque tous les autres pays de cette région en expansion. L'Organisation Internationale du Travail (OIT, ILO en anglais) résume la situation comme suit:

Dans les économies en croissance rapide de l'Est et du Sud-Est asiatiques, [...] la croissance de l'emploi a été très importante. Ce taux a toujours dépassé le taux de croissance de la population active, sauf en Indonésie. Suivirent le déclin du chômage, l'étranglement du marché de l'emploi, et une croissance rapide des salaires réels rendue possible par les taux de croissance élevés de la productivité du travail. Ainsi, même dans les pays en développement rapide, la croissance est toujours associée à l'emploi. (p. 21)

Il est peu probable qu'un système économique autre que l'économie de marché (entendue à son niveau le plus générique), telle qu'elle s'est répandue dans les dernières décennies, ait pu absorber même seulement une fraction de ces personnes. Peut-être avons-nous à regretter que le processus de globalisation n'ait pas été encore plus intensif, que plus de pays n'aient pas été entraînés dans la dynamique du développement qui caractérise de grandes parts du continent asiatique sur plusieurs dizaines d'années. En fait, ce sont les pays asiatiques profondément impliqués dans un processus global d'expansion qui se sont le mieux tirés de la double tâche de fabriquer des emplois et de procurer un niveau de vie plus élevé à une population en croissance rapide. La crise qui affecte à présent la région est un aspect normal, bien que pénible, du processus de croissance le plus époustouflant jamais constaté sur la Terre. Dans cette perspective, la croisade actuelle menée dans nos contrées contre la globalisation est édifiante: le problème n'est pas que nous avons trop de globalisation, mais au contraire qu'elle est encore bridée et qu'elle se limite à quelques formes institutionnelles trop peu développées.

Ce n'est pas tout. De nombreux discours traitent du déclin de la société industrielle et de la réduction rapide de l'emploi industriel. Globalement, c'est encore de toute évidence une idée fautive. Au cours des dernières décennies, l'emploi industriel mondial a augmenté très rapidement. Au plan global, nous faisons l'expérience d'une expansion sans précédent du processus d'industrialisation; il n'est tout simplement pas vrai que de moins en moins de salariés du secteur industriel produisent des quantités de biens plus importantes qu'auparavant. Comme le montre le **Tableau 4**, la vérité est au contraire que de plus en plus d'individus produisent de plus en plus de biens.

Tableau 4**L'emploi industriel ¹ en Chine et dans le reste du monde en 1980 et 1994**

En milliers (colonnes 1, 2 et 3); en pourcentages (colonne 4)

	1	2	3	4
	1980	1994	Variation	Var. en %
Chine ²	76 720	139 620	62 900	81,99
Reste du monde	406 800	533 400	126 600	31,12

(1) : Ceci inclut l'emploi dans les mines, la construction, la production de gaz et d'électricité.

(2) : Selon toutes probabilités, les valeurs pour 1994 sont sous-estimées, parce que les statistiques officielles chinoises ne tiennent pas compte du secteur en pleine expansion des entreprises urbaines qui employaient, en 1994, plus de 15 millions de personnes.

Sources: *World Development Report 1996* (World Bank), *The Far East and Australasia 1998* (Europa Publications).

La croissance de l'emploi constitue un facteur important de l'augmentation énorme de prospérité dont une partie significative de la population a bénéficié pendant les trente dernières années, en dépit de la croissance rapide de la population. Ce développement est illustré par le **Tableau 5** de la page 15, qui montre en premier lieu la croissance du revenu annuel par tête dans divers pays asiatiques, puis les comparaisons de pouvoir d'achat de ces pays avec les Etats-Unis. Il est important de se souvenir que dans les huit pays comparés aux Etats-Unis, la population a augmenté plus vite (souvent deux fois plus vite) que sur le continent nord-américain. Il est également intéressant de relever que ces huit pays représentaient ensemble, en 1995, 40 % de la population mondiale.

Le même développement a conduit à des améliorations colossales des conditions de vie dans ces pays. Le **Tableau 6** (page 16) met explicitement le doigt sur cette amélioration en comparant les deux indicateurs fondamentaux de prospérité – la mortalité infantile et l'espérance de vie – au cours des années 1960 et 1990.

Tableau 5
Revenu par tête dans divers pays asiatiques
1965 et 1995

colonne 1: pourcentages de croissance annuelle;
 colonnes 2 et 3: comparaison des pouvoirs d'achat, base 100 pour les Etats-Unis;
 colonne 4: variation de la base de parité du pouvoir d'achat (ppa) entre 1965 et 1995
 (base 1 en 1965).

	1	2	3	4
	var. croissance annuelle (%)	1965	1995	var. base p. a. (%)
Corée du Sud	7,20	9,00	48,80	5,42
Taiwan	6,20	14,20	56,20	3,96
Chine	5,60	3,20	10,80	3,38
Thaïlande	4,80	9,70	25,60	2,67
Malaisie	4,80	14,30	36,80	2,57
Indonésie	4,70	5,20	13,10	2,52
Sri Lanka	2,30	10,10	12,60	1,25
Inde	2,20	6,50	7,80	1,20
Pakistan	1,60	7,70	7,70	1,00
Bangladesh	1,60	9,90	8,50	0,86

Sources: *Emerging Asia*, (Asian Development Bank, 1997).

De nombreux autres chiffres auraient pu être présentés dans cette même perspective. Ils montrent que l'état de notre misérable planète est bien meilleur que sa réputation. Non pas qu'il y ait des raisons de ne plus rien faire, étant satisfait des résultats qui ont déjà été atteints. Les avances sans précédent des trente dernières années montrent en réalité que notre économie globale a un énorme potentiel, qu'il existe une alternative à la pauvreté et au sous-développement. Maintenant, il s'agit d'intégrer un nombre de pays toujours plus grand dans la dynamique de cette économie en expansion. C'est le grand défi qui devrait impérativement occuper toute notre énergie et employer notre créativité si nous faisons cas de ceux qui, jusqu'à présent, n'ont pas été capables de partager cette prospérité que nous tenons de nos jours pour acquise.

Tableau 6**Mortalité infantile (1965 et 1997) et espérance de vie (1960 et 1997)
dans divers pays asiatiques**

Pour mille (colonnes 1 et 2); en années (colonnes 3 et 4)

	1 1965	2 1994	3 1960	4 1997
Corée du Sud	62	12	54	72
Chine	90	30	47	70
Thaïlande	88	36	52	69
Malaisie	55	11	54	72
Indonésie	128	53	41	65
Sri Lanka	63	16	62	73
Inde	150	70	44	63
Pakistan	149	92	43	62
Bangladesh	144	81	40	58

Sources: *Emerging Asia*, (Asian Development Bank, 1997), *World Bank Atlas 1999* (World Bank 1999a).

Deuxième idée fausse :
Les nouvelles technologies détruisent nos emplois

Illustration

La cause du problème du travail réside dans la transformation technologique survenue dans les années 1970. A cause des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), la croissance économique ne crée pas plus d'emplois qu'il n'en est perdu par leur faute. Nous sommes entrés dans une époque de croissance sans création nette d'emplois, une époque essentiellement différente de l'âge d'or de la société industrielle et du plein emploi des années 1960.

Cette idée fausse représente l'habillage théorique de celle qui a été développée dans le chapitre précédent. C'est devenu un véritable classique, qui s'est nourri de chacune des grandes cassures technologiques subies par l'économie de marché. Reprenons tout d'abord certains exemples de ses formulations récentes.

La version anglo-saxonne

Le niveau du chômage a atteint aujourd'hui dans le monde son point le plus haut depuis la grande crise des années trente. [...] L'âge de l'information est à nos portes. Des logiciels nouveaux et toujours plus complexes vont, ces prochaines années, rapprocher encore la civilisation d'un monde dépourvu de travailleurs. Dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, les machines remplacent rapidement le travail humain et annoncent une économie de production quasi-automatisée d'ici au milieu du vingt-et-unième siècle.

Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, p. 13.

La version suédoise

A l'intérieur du cadre de la dynamique technico-économique actuelle, l'augmentation de la croissance économique ne débouchera pas sur un nombre plus important d'emplois salariés, mais plus faible. Ce sera en particulier le cas si nous faisons l'hypothèse que la croissance sera la conséquence des investissements dans les technologies de pointe et d'une productivité améliorée. A ses niveaux actuels dans les pays occidentaux, 1 ou 2 % par an, la croissance consomme des emplois au lieu d'en produire.

Göran Rosenberg, 'I vårt lönearbete svett?', p 41.

La version française

La cybernétique, négligée par le politique, fut donc introduite dans l'économie presque distraitemment, sans réflexion ni arrière-pensées stratégiques [...]. Elle s'est révélée être un facteur d'une portée incommensurable, prépondérante, responsable [...] d'une révolution d'ordre planétaire. Ses conséquences, inscrites dans nos mœurs, auraient dû être des plus bénéfiques, presque miraculeuses. Elles ont eu des effets désastreux.

Au lieu d'ouvrir la voie d'une diminution et même d'une abolition bienvenues, concertées du travail, elle suscite sa raréfaction, bientôt sa suppression, sans qu'aient été supprimées ou même modifiées pour autant l'obligation de travailler ni la chaîne des échanges dont le travail est toujours supposé être l'unique maillon.

Viviane Forrester, *L'horreur économique*, p 134 (Livre de Poche)

Explication

Si l'idée fautive numéro 2 avait la moindre connexion avec la réalité, alors le Japon et les Etats-Unis, les deux pays qui ont entièrement dominé le développement des technologies de l'information depuis le début des années 1970, devraient se trouver dans une situation particulièrement difficile sur la question du travail. Ce n'est pas le cas. Au contraire nous avons vu, dans le **Tableau 1** de la page 10, que des dizaines de millions de nouveaux emplois ont été créés dans ces pays depuis l'avènement de l'âge de l'ordinateur. Ce qui va très loin dans le cas de pays comme la Suisse ou le Luxembourg, qui présentent les taux de chômage les plus faibles de toute l'OCDE. En novembre 1996 les taux de chômage étaient de 3,5 % au Japon, de 4,6 % aux Etats-Unis, contre 10,6 % pour l'ensemble de la Communauté Européenne et 9,2 % en Suède (source, OCDE 1998).

Evidemment, ceux qui font l'apologie de cette idée fautive pourront toujours dire, en dernier ressort, que le nombre des emplois créés n'atteint quand même pas le nombre des emplois existant avant l'arrivée des technologies de l'information. Cela n'est pas vrai non plus. Comme le montre le **Tableau 7** de la page 20 (colonnes 1 et 2), plus d'emplois ont été créés entre 1975 et 1995 que dans les vingt années précédentes, à la fois au Japon et aux Etats-Unis. C'est vraiment remarquable si l'on prend en compte la croissance du produit national brut dans ces pays: elle a été bien moins forte de 1975 à 1995 que de 1955 à 1975. Ceci signifie, tout simplement, que l'avènement des technologies de l'information a permis de créer un nombre d'emplois considérable, ce qui est exactement le contraire de ce dont la deuxième idée fautive tente de nous convaincre.

Le **Tableau 7** montre également la croissance de l'emploi sur ces deux périodes, exprimée en pourcentages. Comme nous pouvons le voir, une accélération est notable aux Etats-Unis entre 1975 et 1995. C'est l'opposé au Japon, mais cela n'affecte pas fondamentalement notre conclusion: l'ère des nouvelles technologies de l'information a suscité une augmentation de la croissance économique qui a augmenté la capacité à créer des emplois, à la fois au Japon et aux Etats-Unis.

Tableau 7**Croissance de l'emploi aux Etats-Unis et au Japon
sur les périodes 1955-1975 et 1975-1995**

colonnes 1 et 2: milliers d'emplois ;

colonnes 3 et 4: accroissement sur la période en pourcentages

	1	2	3	4
	<i>variation</i>	<i>variation</i>	<i>var. en %</i>	<i>var. en %</i>
	<i>1955-75</i>	<i>1975-95</i>	<i>1955-75</i>	<i>1975-95</i>
Etats Unis	23 600	39 100	37,94	45,57
Japon	11 330	12 340	27,70	23,63

Sources: *Statistical abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census), *Japan Statistical Yearbook 1998* (Statistics Bureau), *One hundred years of Economic Statistics* (The Economist Publications, 1989).

Il est à noter que toutes ces données sont publiques aujourd'hui, qu'elles sont disponibles pour toute personne qui veut réellement comprendre l'état des choses. Mais il semble que les idées fausses sur la fin du travail ont acquis une certaine autonomie, qu'elles vivent leur propre vie au-delà de toute évaluation objective. Elles sont devenues des sortes de mythes, qui n'ont rien à voir avec les statistiques et la logique.

Si nous fouillons plus avant dans les données statistiques, il est possible d'analyser précisément la relation entre croissance et emploi à partir du contraste entre la période « Fordiste » qui s'arrête en 1973 et la période « post-Fordiste » qui commence avec les années 1980. Un tel type d'analyse est présenté dans l'étude minutieuse de Samanta Padalino et Marco Vivarelli (1997): « The employment intensity of economic growth in the G-7 countries », *i.e.* l'élasticité-emploi de la croissance économique dans les pays du G-7. Les principaux résultats des auteurs sont résumés dans le **Tableau 8** (qui inclut seulement quatre de ces pays car les séries statistiques étaient incomplètes pour le Canada, le Royaume Uni et l'Italie).

Les résultats les plus décisifs sont présentés dans les colonnes 6, 7, 13 et 14. C'est là que l'effet sur l'emploi est perceptible: il s'agit d'une élasticité-emploi de la croissance, à savoir de l'effet de 1% d'accroissement du PNB sur la croissance de l'emploi. Cette croissance peut être mesurée en volume de salariés, comme dans les colonnes 6 et 13, ou pour travailler plus précisément encore, être comptabilisée en heures travaillées, ce qui est présenté dans les colonnes 7 et 14. Concrètement, pour raisonner par exemple sur le cas des Etats-Unis entre 1960 et 1973, cela signifie qu'une croissance du PNB de 1% entraînait une croissance de 0,45% du nombre des personnes employées. En termes d'heures totales de travail, cela représentait une augmentation de 0,35%. Cela signifie que le doublement du PNB américain générerait automatiquement une hausse de 45% du nombre des salariés et de 35% du total des heures travaillées.

Tableau 8

Pourcentages annuels de variation de la population, PNB réel, temps travaillé et taux d'activité; effet de la croissance sur l'emploi (*i.e.* élasticité emploi de la croissance) en termes d'emploi et de temps de travail sur les périodes 1960-1973 et 1980-1994

1960-1973

	1 <i>population</i>	2 <i>PNB</i>	3 <i>emploi</i>	4 <i>temps travaillé</i>	5 <i>taux d'activ</i>	6 <i>E/ emploi</i>	7 <i>E / temps trav</i>
Etats Unis	1,23	3,96	2,00	1,65	0,76	0,45	0,36
Japon	1,07	9,68	1,28	0,44	0,21	0,08	0,03
Allemagne	0,84	4,38	0,30	- 0,78	- 0,54	0,05	- 0,13
France	1,02	5,41	0,67	0,31	- 0,35	0,09	0,04

1980-1994

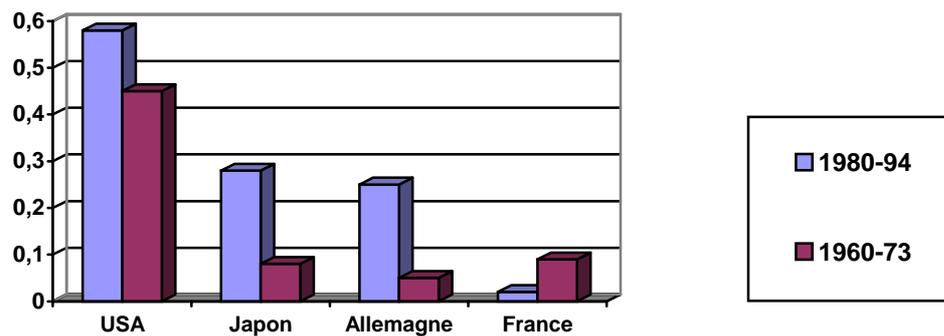
	8 <i>population</i>	9 <i>PNB</i>	10 <i>emploi</i>	11 <i>temps travaillé</i>	12 <i>taux d'activ</i>	13 <i>E/ emploi</i>	14 <i>E / temps trav</i>
Etats Unis	0,98	2,32	1,48	1,28	0,38	0,58	0,52
Japon	0,52	3,95	1,10	0,48	0,72	0,28	0,15
Allemagne	0,52	1,94	0,48	0,00	0,29	0,25	- 0,02
France	0,52	1,89	0,05	- 0,31	- 0,33	0,02	- 0,15

Source: Padalino & Vivarelli, 1997.

Pour rendre les résultats de ce tableau plus lisibles, l'effet de la croissance sur l'emploi a été comparé pour les deux périodes sous forme de diagramme, à la fois en termes de personnes employées (Tableau 9, page 22, à partir des colonnes 6 et 13), et du temps de travail total (Tableau 10, page 22, à partir des colonnes 7 et 14).

Tableau 9

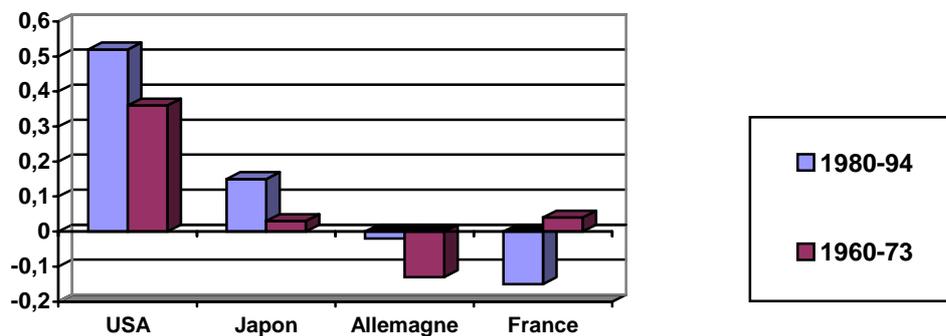
Elasticité emploi de la croissance exprimée à partir des volumes d'emploi sur les périodes 1960-1973 et 1980-1994



Source: Padalino & Vivarelli, 1997.

Tableau 10

Elasticité emploi de la croissance exprimée à partir des volumes d'heures travaillées sur les périodes 1960-1973 et 1980-1994



Source: Padalino & Vivarelli, 1997.

Comme nous le voyons, ces diagrammes révèlent des réalités très différentes. Les Etats-Unis et le Japon montrent un effet positif sur l'emploi (peu importe comment il est mesuré) pour les deux périodes. Contrairement à ce qu'énonce la deuxième idée fautive, cet effet est plus important pour la période qui couvre les années 1980-1994. Pour sa part, l'Allemagne révèle un effet négatif sur l'emploi pour chaque période si le calcul est réalisé à partir des heures totales travaillées, mais ce résultat lui-même est moins fortement négatif pour la période « post-Fordiste ». Il est à noter, en outre, que la croissance de l'emploi est fortement négative en Allemagne pendant la période 1960-1973, alors que ces années correspondent pourtant dans notre souvenir à une période de plein emploi et de croissance économique rapide. La solution de cette énigme se trouve dans les colonnes 4 et 5 du **Tableau 8** (page 10). Les Allemands, tout simplement, ont travaillé moins d'heures chaque année au cours de cette période; en outre, cette période devenue un mythe de l'histoire des faits économiques est caractérisée par une baisse constante de la proportion des Allemands dans la population active. En d'autres termes, c'était un plein emploi de plus en plus vide, qui s'est révélé trop cher à terme. La France, enfin, a opté pour la mauvaise direction. Peu importe encore comment on mesure les choses. En termes d'heures totales travaillées (voir **Tableau 10**), la France part d'une élasticité sensiblement positive dans les années 1960-1973 pour atteindre un développement fortement négatif dans les années 1980-1994 : une véritable croissance sans emplois, comparable par son ampleur à la situation de l'Allemagne dans les années 1960-1973. Ce n'est donc pas un miracle si, parmi tous les pays industrialisés, le livre de Viviane Forrester ait connu un succès de librairie aussi important en France. Pauvre France !

Après des recherches approfondies, l'Organisation Internationale du Travail a été capable de tirer la conclusion suivante: de façon générale, la croissance crée plus d'emplois aujourd'hui que pendant l'âge d'or du fordisme au cours des années 1960. Les lignes suivantes se trouvent dans l'introduction de l'étude de l'OIT sur l'emploi en 1997, *World Employment 1996-97*.

L'autre source d'anxiété sur l'emploi futur est liée au changement technologique rapide qui est caractérisé par une rapide économie d'emplois, et qui inaugurerait de ce fait une ère de croissance sans emplois. [...] Mais un examen attentif des données empiriques [...] montre que cette conclusion n'est pas fondée. L'essentiel de la littérature sur la « fin du travail » repose sur une extrapolation et une généralisation injustifiées de certains épisodes dramatiques où les entreprises ont réduit leur taille; c'est une littérature qui ignore alors la création d'autres emplois en compensation de cette perte. En réalité, il n'y a aucun déclin généralisé de l'importance de l'emploi dans la croissance économique, en dépit de la hausse du chômage. Ce dernier a été occasionné par une baisse des taux de croissance, et non par une forme de croissance sans emploi.

Cette conclusion est renforcée par la conclusion du chapitre 2 de la même étude : « Contrairement à la proposition considérée, les données montrent que la croissance, loin de devenir « sans emploi », requiert de plus en plus d'emplois » (p 21).

Dans presque tous les pays développés, la croissance est associée à une élasticité-emploi de plus en plus forte. La raison en est simple. Elle est due à la transition d'une économie

industrielle à une économie de services. C'est un fait bien connu: pour une large part, le secteur des services dépend de niveaux de productivité du travail qui croissent moins vite que les secteurs qui produisent des biens. C'est très sensible, entre autres, dans le secteur très gourmand en travail que représentent les services rendus aux personnes, souvent de haute qualité; ils sont l'épine dorsale des secteurs de la santé et de l'éducation. Du point de vue de l'emploi, ces secteurs se sont particulièrement développés depuis l'avènement des technologies de l'information dans les années 1970.

Cette explication simple nous donne toutes les raisons d'être optimistes sur les développements à venir du marché de l'emploi. Si nous devons vraiment énoncer une prophétie, elle exprimera qu'une réduction des opportunités d'emploi ne verra pas le jour. Au contraire, des besoins croissants vont apparaître qui sont pour la plupart liés au vieillissement de la population et au désir d'une vie meilleure en général; émergeront par là de nombreuses opportunités d'emploi auxquelles nous ne serons pas capables de répondre. Une pénurie de travailleurs, et non un chômage de masse: voilà ce à quoi les statistiques et les prévisions à long terme permettent, aujourd'hui, de conclure.

Troisième idée fausse :
La machine américaine à créer des emplois
fabrique surtout des emplois précaires

Illustration

En dépit de tout, la plupart des nouveaux emplois créés dans les économies développées relèvent du secteur des services; ils sont peu qualifiés et mal payés. Les Etats-Unis sont un exemple caractéristique d'une économie dont le secteur des services crée des emplois qui, de plus en plus, ne concernent que les « pauvres qui travaillent », c'est-à-dire des personnes vivant dans des conditions à peine tolérables. Ce serait la solution « anglo-saxonne » au problème du travail.

La troisième idée fautive est la plus souvent reprise dans les médias: « Bien sûr des emplois sont créés aux Etats-Unis, mais regardez donc de quel type d'emploi il s'agit ! ». Il est bien facile d'évoquer en ces termes l'économie qui a créé des dizaines de millions de nouveaux emplois, alors que nous n'avons pas été capables d'en créer un seul dans le même temps. Ainsi il est possible de ne pas avoir à prendre la situation américaine au sérieux, un peu comme si nous voulions nous convaincre nous-mêmes qu'il est impossible d'échapper à la situation déplorable où nous nous trouvons actuellement. Qu'une myriade de nouveaux emplois aient été créés, par exemple au Japon, au Canada, en Australie, aux Pays Bas ou en Autriche, ne semble pas nous déranger beaucoup. Diaboliser ainsi encore plus les Etats-Unis, déjà comparés au diable, suffit alors pour justifier que l'on arrête toutes ces réflexions dérangeantes sur les choses à mettre en place pour sortir du chômage de masse dans nos pays.

Commençons tout d'abord par quelques présentations actuelles de cette idée fautive sur le marché de l'emploi aux Etats-Unis.

La version suédoise

A mi-chemin de cette économie de petits boulots nous trouvons des systèmes où les services privés sont très mal payés (comme aux Etats-Unis). Là, il est possible d'observer un volume d'emplois potentiels considérable, mais qui sont fortement concentrés dans les activités de services les plus mal payées, dont la plupart n'offrent aucune opportunité de promotion ou de développement.

Lars Ingelstam, *Ekonomi för en ny tid*, p 252

La version française

Nous avons, désormais, la faculté de décider – c'est à la carte! – si nous préférons le chômage à l'extrême pauvreté, ou l'extrême pauvreté au chômage. Dilemme! Et ne venez pas vous plaindre ensuite, c'est vous qui en aurez décidé. Mais que l'on se rassure: nous obtiendrons les deux! Ils vont de pair. On l'a compris, il s'agit là du choix entre deux modèles, l'euro-péen et l'anglo-saxon.

Viviane Forrester, *L'horreur économique*, p 140 (Livre de Poche)

La version allemande

Il est vrai que les Etats-Unis font à nouveau la course en tête, mais le peuple américain doit payer une très lourde facture pour cela: le pays le plus riche et le plus productif au monde est devenu celui des bas salaires les plus faibles de toute l'économie globale. [...]. La transformation a affecté pratiquement l'ensemble du travail salarié. Quarante-trois millions de personnes ont perdu leur emploi entre 1979 et 1995. La grande majorité d'entre eux a retrouvé du travail mais, parmi eux, les deux tiers ont dû accepter des niveaux de salaire bien plus faibles et des conditions de travail inférieures.

Hans-Peter Martin et Harald Schumann,
Die Globalisierungsfalle, p 164-5 et 168

Explication

Les idées fausses sur la situation de l'économie américaine commencent souvent par des histoires qui, avec beaucoup d'à propos, peuvent être illustrées par l'introduction de l'article de Göran Rosenberg dans *Moderna Tider* :

A partir de la station de métro qui est sur la 190^{ème} rue de New York, une bonne idée consiste à prendre l'ascenseur qui conduit au Parc de Fort Tryon, d'où la vue sur l'Hudson est magnifique. Le chemin pour les Cloîtres où sont exposées les remarquables collections médiévales du Metropolitan Museum est très plaisant. L'homme dans l'ascenseur est moins remarquable, mais tout de même intéressant à regarder. Agé de trente ans, il est assis à une petite table sur laquelle se trouvent une radio fixée sur la table avec du papier collant et un journal écorné. Son boulot est d'appuyer sur un bouton indiquant la direction du haut quand les usagers veulent monter, et sur le bouton qui indique le bas quand ils veulent descendre. Ses attributions indirectes vont jusqu'à garder l'ascenseur de toute malveillance. En fait, le train passe ici dans une des dernières parties de New York où les touristes ne sont pas vraiment bienvenus, mais je me hasarderais tout de même à dire que, de façon générale, ce type de travail n'existe pas en Suède.

De cette façon, une impression de misère intellectuelle et morale est mise en place dans le discours. Le lecteur est projeté directement dans une image très forte de la situation aux Etats-Unis en général, et de son marché du travail en particulier. Cette impression est renforcée par l'histoire de ces jeunes femmes des rayons du grand magasin Bloomingdales, « dont le travail est de vaporiser des parfums publicitaires sur les clients qui passent devant elles », par la référence à tous ceux « qui emballent vos achats dans les supermarchés, les portent jusqu'à votre voiture pour vous, promènent votre chien », et ainsi de suite. L'impression générale, inévitable, est que les emplois créés aux Etats-Unis sont presque exclusivement des « petits boulots », des voies sans issue, des emplois inutiles qui ne devraient vraiment pas exister.

Le problème est que cette description est tout à la fois équivoque et trompeuse. Le **Tableau 11** (page 28) résume l'évolution de l'emploi aux Etats-Unis entre 1983 et 1995, à partir de trois grandes catégories. La première, définie comme le secteur des 'emplois très qualifiés', est composée d'individus qui occupent des positions dirigeantes ou des emplois qui nécessitent presque toujours des études universitaires. La seconde catégorie, celle des emplois 'moyennement qualifiés', correspond aux emplois intermédiaires, avec des qualifications de technicien ou de technicien spécialisé. La catégorie des emplois 'peu qualifiés' contient tous les autres métiers. La limite entre la première catégorie et les deux autres est simple, d'après la nomenclature des statistiques officielles américaines, puisque la première catégorie regroupe toutes les compétences de pointe, y compris dans le management ; la frontière entre les deuxième et troisième catégories est plus difficile à cerner. C'est la raison pour laquelle j'ai également travaillé sur le niveau de revenu des différents groupes et tracé une ligne de séparation entre les 'moyennement qualifiés' et les 'peu qualifiés' à 70 % du revenu médian pour les personnes employées à temps plein, pour chaque sexe, en 1995. Il faut noter, en passant, que toutes les personnes de la catégorie des 'très qualifiés' avaient, en 1995, des revenus supérieurs ou égaux à 130 % du revenu médian.

Tableau 11

Structure de l'emploi aux Etats-Unis, en 1983 et en 1995, par catégories

colonnes 1 et 3: milliers d'emplois ; colonnes 2 et 4: proportion par rapport au total des emplois; colonne 5: accroissement sur la période en volume d'emplois; colonne 6: accroissement sur la période, proportion par rapport au volume global des emplois nets.

	1 1983	2 % 1983	3 1995	4 % 1995	5 var.	6 % nouv. emplois nets
emplois très qualifiés ¹	23 492	23,40	35 318	28,28	11 826	48,73
moyennement qualifiés ²	51 645	51,21	59 544	47,67	7 899	32,82
peu qualifiés ³	25 597	25,39	30 038	24,05	4 441	18,45
total	100 734	100,00	124 900	100,00	24 166	100,00

(1) : toutes spécialités et compétences de pointe, y compris en management.

(2) : techniciens et toutes activités de support, superviseurs des ventes, propriétaires et représentants de commerce, services de protection, administration d'entreprise, activités productives de précision, opérateurs machinistes, assembleurs et inspecteurs, artisans et réparateurs, activités de transport et de déménagement.

(3) : manutentionnaires, techniciens de nettoyage, aides, manœuvres, vendeurs au détail et toutes autres activités liées à la vente, activités de services (autres que la protection et la sécurité), activités agricoles, sylviculture, pisciculture.

Sources : *Statistical abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census)

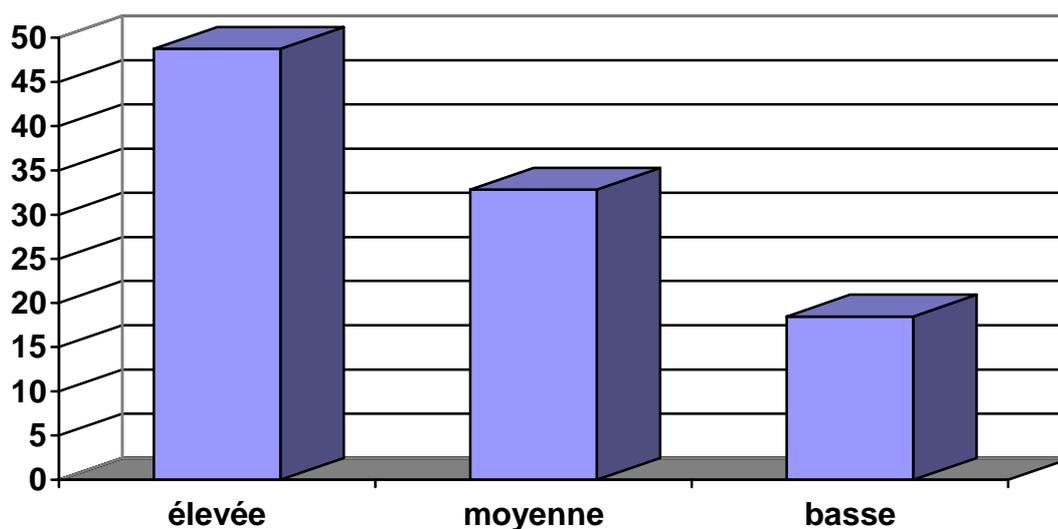
Comme on peut le voir, près de la moitié des nouveaux emplois créés aux Etats-Unis appartenaient à la catégorie des emplois les plus qualifiés. Ainsi, près de douze millions de

postes très qualifiés étaient créés en tout juste douze ans, des emplois qui disparaissent allègrement du discours routinier de ceux qui propagent l'idée fautive d'une misère intellectuelle et morale qui prévaudrait sur le marché de l'emploi américain. Le problème est simplement que ces Américains bien éduqués ne se remarquent pas dans la rue ou dans l'ascenseur du Parc de Fort Tryon, du moins pas dans l'exercice de leur profession. Je ne dis pas cela pour fermer les yeux sur la pauvreté qui peut exister aux Etats-Unis, ni pour nier l'existence des emplois les moins qualifiés qui sont le plus souvent désignés de façon usuelle mais politiquement non-neutre comme des 'petits boulots'² ; je cherche simplement à donner une image plus fidèle de la société américaine et de son marché du travail.

Le **Tableau 12** rend plus facile la lecture de la distribution par catégorie de nouveaux emplois.

Tableau 12

Structure des nouveaux emplois créés aux Etats-Unis, en proportion de la population active, de 1983 à 1995, par catégories



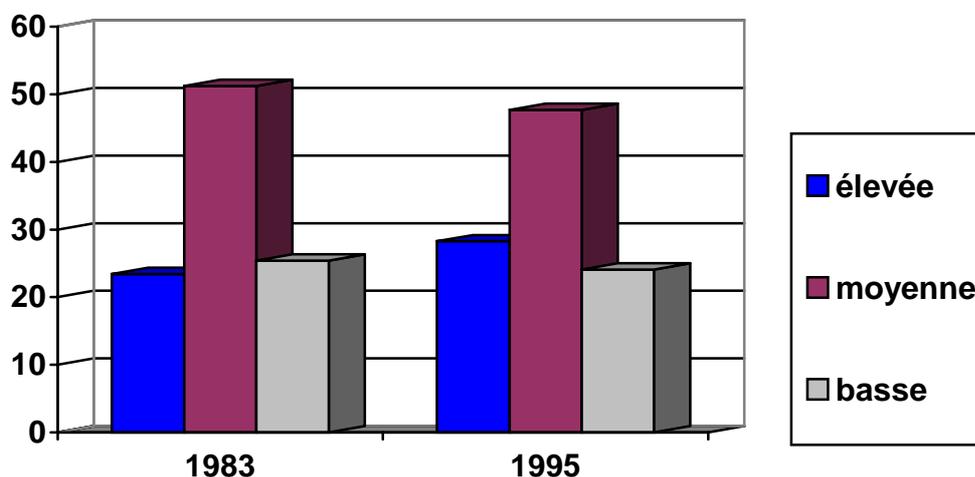
Sources : *Statistical abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census)

Cette rupture dans les nouveaux emplois créés aux Etats-Unis est la marque d'une économie en rapide transition structurelle 'dans la bonne direction', c'est-à-dire dans laquelle des personnes de plus en plus nombreuses sont nécessaires à des postes hautement qualifiés. Ce changement peut être illustré par le **Tableau 13**, qui compare les structures d'emploi aux Etats-Unis en 1983 et en 1995.

² NdT : 'trash jobs' en Américain.

Tableau 13

Structure de l'emploi aux Etats-Unis, en 1983 et en 1995, par catégories



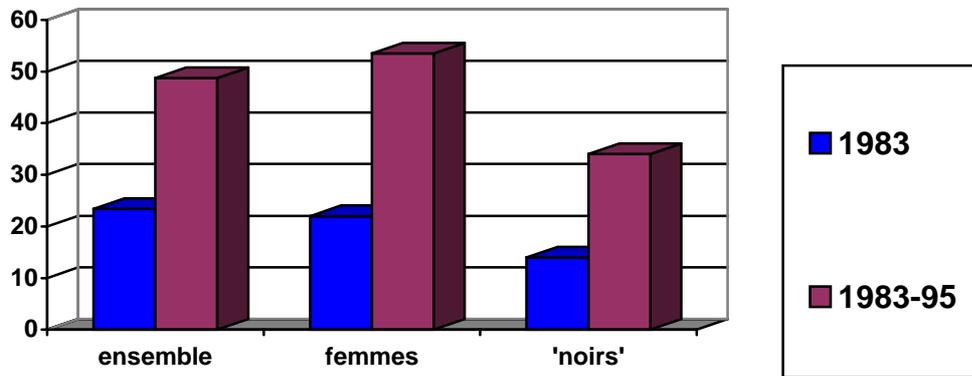
Sources : *Statistical abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census)

Il est intéressant de noter, toutes proportions gardées mais sans perdre de vue les mythes sur l'économie américaine, que les groupes qui ont bénéficié le plus de cette substantielle évolution vers le haut dans la répartition des emplois sont les femmes et les Afro-américains (les 'noirs' dans les statistiques américaines). Les proportions respectives des Afro-américains et des femmes, puis de la population entière, qui étaient employées dans des métiers hautement qualifiés le montrent. L'évolution de cette proportion permet de mettre en évidence combien d'entre eux ont acquis cette opportunité grâce aux nouveaux emplois hautement qualifiés créés entre 1983 et 1995. Le **Tableau 14** montre l'évolution en pourcentages de 1983 à 1995, dans chaque groupe, pour les emplois hautement qualifiés: ceux qui existaient en 1983 et leur création nette de 1983 à 1995.

Ce changement structurel positif correspond, presque exactement, au développement du système éducatif mis en œuvre aux Etats-Unis dans les dernières décennies. Une demande rapidement croissante pour des postes nécessitant des qualifications plus élevées, parallèlement à une chute relative de la demande pour des emplois moins qualifiés, a conduit à accroître le différentiel de salaires, qui en retour a apporté une prime à l'éducation. Cette situation a créé une forte incitation à investir dans la formation et le capital humain, développant un phénomène ascendant d'aspiration mutuelle pour la demande et l'offre de travail hautement qualifié. Comme il a été précisé, 28,28 % des Américains étaient employés en 1995 dans des postes à haute qualification. La même année, 28,30 % de la population active américaine avait un diplôme de premier cycle universitaire (source : Bureau of the Census, 1996).

Tableau 14

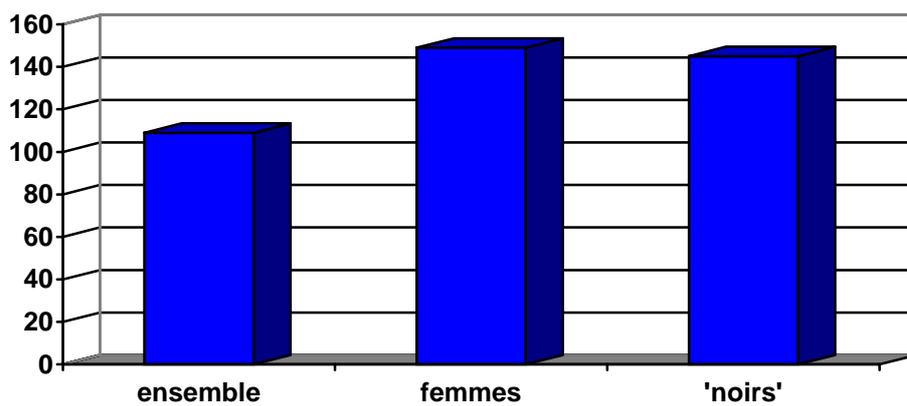
Emplois hautement qualifiés existant en 1983, et création nette entre 1983 et 1995, pour la population entière, pour les femmes et les Afro-Américains (%).



Sources : *Statistical abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census)

Tableau 15

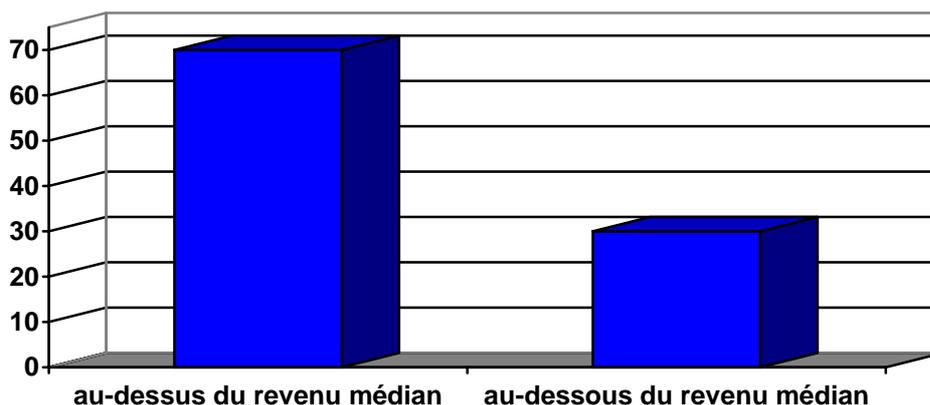
Variation des emplois les plus qualifiés entre 1983 et 1995 (base 100 = 1983), pour l'ensemble de la population, les femmes et les Afro-américains (en pourcentages)



Sources : *Statistical abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census)

Tableau 16

**Croissance de l'emploi de 1983 à 1995 (base 1995),
par rapport au revenu médian (en pourcentages)**



Sources : *Statistical abstract of the United States 1996* (Bureau of the Census)

Aujourd'hui, de nombreuses personnes pensent que les écarts de revenu qui ont été un élément naturel dans cette transition vont s'accroître indéfiniment. Pour dire le vrai, ce n'est pas prouvé. Au contraire. Toute personne un peu au courant de l'histoire de ces phénomènes sait qu'ils sont cycliques. Les prophètes de malheur sont habitués à prolonger simplement des tendances existantes sans justifier autrement leur analyse. Il est inexact de fonder la moindre prévision sur des extrapolations, et d'expliquer que les différences de revenu qui ont caractérisé à la fois les Etats-Unis et les autres pays développés au cours des vingt-cinq dernières années vont encore se creuser. D'après ce raisonnement, l'opposé serait une bien meilleure prévision: la tendance est en faveur d'un nivellement des revenus (sur cette prévision, qui va clairement à l'encontre de cette nouvelle idée fausse, voir par exemple Krugman 1996 ou Mulgan 1997).

Les idées fausses n'expriment pas simplement que presque tous les emplois créés aux Etats-Unis sont des « petits boulots ». Elles disent aussi que ce sont des emplois mal payés, des emplois qui condamnent à faire partie des classes de revenu les plus basses de la société américaine, un peu comme le groom dans l'ascenseur du Parc de Ford Tryon dont Göran Rosenberg a fait un archétype. Voilà encore une mauvaise lecture. Cela peut être illustré par le **Tableau 16**, qui montre la croissance du volume d'emplois offerts aux Etats-Unis entre 1983 et 1995 (1995 étant la base de référence pour les calculs), pour les catégories d'emplois à temps plein qui sont au-dessus et au-dessous du revenu médian.

Comme nous l'avons exposé, dans l'économie américaine sept emplois sur dix, ou 16,7 millions d'emplois sur un total de 24 millions d'emplois nouveaux, relevaient des

catégories d'emplois qui font partie de la moitié des revenus supérieure à la médiane. Ce qui ne surprendra personne compte tenu du changement structurel évoqué pour caractériser la période récente de l'histoire des États-Unis: avancement rapide et ascension sociale très forte.

Quatrième idée fausse :
« Ils » prennent nos emplois

Illustration

Il n'y a pas de crise globale de l'emploi. La crise affecte simplement les pays riches; c'est une conséquence de la globalisation. Les emplois disparaissent ou rapportent des revenus de plus en plus faibles à cause de la pression exercée par les producteurs des pays pauvres. Le capital et les entreprises se déplacent vers les pays où le travail est moins cher, les utilisant comme des plates-formes d'exportation pour ruiner les pays développés.

Cette idée fautive, qui s'entend fréquemment et même aux Etats-Unis, est une alternative à celles qui avaient été évoquées dans les deux premiers chapitres (bien que de nombreuses personnes mêlent énergiquement les trois lorsque cela les arrange). La crise de l'emploi est définie, alors, comme un problème qui affecte les pays industrialisés, problème causé par la mobilité croissante du capital et par la capacité qu'ont les multinationales à exploiter les masses appauvries du Tiers Monde (et désormais celles des pays d'Europe de l'Est). Paul Krugman, qui a développé une critique magistrale de cette idée fautive, en a aussi donné un très bon résumé que je reprends volontiers comme mon premier « exemple » avant d'en donner d'autres authentiques.

La version de Paul Krugman

Les technologies modernes du transport et de la communication permettent de produire n'importe quoi n'importe où. Ce rétrécissement technologique du monde a été renforcé par la fin du communisme, qui a contribué à rendre le Tiers Monde plus sûr pour les multinationales. Il en est résulté un redéploiement massif du capital et de la technologie des pays occidentaux à haut salaire vers les pays en voie de développement à bas salaires. La délocalisation de ce capital, associé à l'inondation des importations à bas prix, est en train de détruire les emplois manufacturiers bien payés qui constituaient le fondement de la classe moyenne aux Etats-Unis et en Europe. Pour résumer: la globalisation favorise le capital des occidentaux, mais elle est meurtrière pour leur travail.

Paul Krugman, *Pop internationalism*, p 193.

La version internationale (Davos)

Aujourd'hui, les nations dites industrialisées emploient 350 millions de personnes qui sont payées en moyenne 18 dollars de l'heure. Dans les dix dernières années, l'économie mondiale a pu accéder à des pays vastes et peuplés, comme la Chine, l'ancienne Union Soviétique, l'Inde, le Mexique, etc. Ces pays réunis, on peut estimer qu'ainsi une force de travail de l'ordre de 1 200 millions de personnes est devenue disponible, à un coût horaire moyen de 2 dollars, et même inférieur à un dollar dans de nombreuses régions. [...] cela sert à montrer la pression très forte qui existe aujourd'hui sur le travail dans les nations industrialisées, lorsqu'un avantage significatif

de productivité n'est pas préservé. Il y a peu de doutes que de nombreuses industries seront tentées de délocaliser leurs activités dans des pays à faible coût du travail. [...] Un exode du travail manufacturier semble inévitable. [...] Ainsi la question de la création de richesse dans les pays industrialisés devient de plus en plus critique.

World Economic Forum,
The World competitiveness report 1994, p 75

La version américaine

De plus en plus, la capacité d'un individu à disposer à la fois de richesses tangibles et intangibles est déterminée par la valeur que l'économie globale place sur ses aptitudes et sa perspicacité. La loi de l'offre et de la demande, irréprouvable et universelle, dépasse maintenant les frontières nationales. [...] Ceux qui produisent à la chaîne sont confrontés à des masses toujours plus importantes de travailleurs peu ou pas qualifiés; ils voient leurs revenus baisser et leurs emplois disparaître. Les individus qui sont protégés de cette concurrence souffrent de ses effets indirects et se trouvent eux-mêmes dans des positions précaires. A l'intérieur des frontières américaines, une population active en diminution facilitera quelque peu les choses à court terme, mais une grande partie de ce gain sera prélevée par la concurrence des travailleurs qui auraient opté pour le travail à la chaîne, par les immigrants, et par les technologies de production qui remplacent le travail par des machines. Comme première conséquence de cette tendance, les revenus des Américains (et des citoyens de nombreux autres pays) ont commencé à diverger.

Robert Reich, *The work of nations*, p 244-5.

Explication

Cette idée fautive est rendue plausible à travers l'argument que Göran Rosenberg utilise pour dépeindre l'horreur du marché du travail aux Etats-Unis. Citons tout d'abord un extrait de *Die Globalisierungsfalle*, qui est fort justement titré « trois Indiens pour un Suisse » :

Les chefs des départements 'Développement' dans les entreprises comme Hewlett-Packard, Motorola et IBM ont déjà commencé il y a dix ans à recruter de nouveaux spécialistes Indiens ou issus de pays à bas salaires. Parfois, ils affrétaient des avions entiers avec des spécialistes d'un travail particulier. Pour ce nouveau concept qui permettait des économies, leur terme était '*brain shopping*', i.e. 'faire ses emplettes de cerveaux'. Dans un premier temps, les experts locaux en programmation ont protesté contre cette concurrence sur le salaire, et ils ont été soutenus par le gouvernement qui n'accordait de visa aux spécialistes Indiens des nouvelles technologies de l'information que dans des cas exceptionnels. Mais cela n'a pas été très profitable aux spécialistes américains de la programmation. De nombreuses

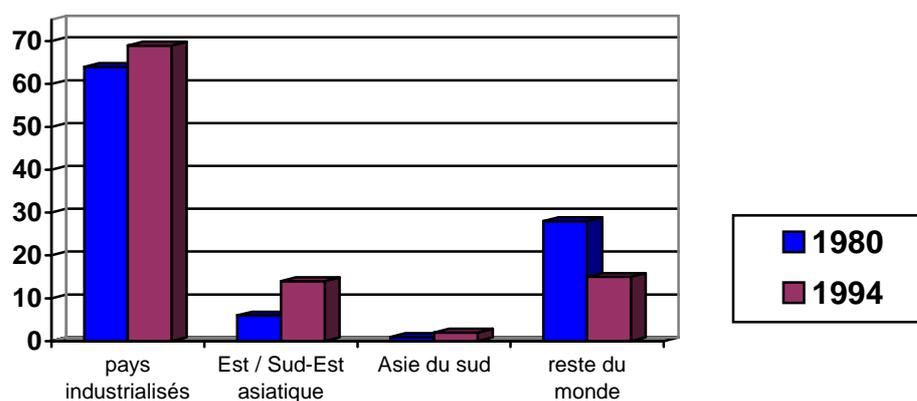
entreprises ont transféré leur services de développement en Inde. [...] Dix ans après le début de ce recrutement innocent de personnel pour l'envoyer en Californie, rien n'est demeuré identique dans les berceaux de l'industrie aux Etats-Unis, en Europe occidentale, ou au Japon. [...] Et ce n'est que le début. Depuis 1990 un autre million de personnes compétentes pour traiter de l'information ont envahi le marché, à partir de la Russie et de l'Europe de l'Est. (pp. 123-4).

Ainsi la scène est-elle prête pour un combat à mort, combat que nous sommes condamnés à perdre parce qu' « ils » sont moins chers. C'est la raison pour laquelle nous perdons nos emplois, que nous nous appauvrissons et laissons prise au désespoir. Ce n'est donc pas surprenant si le combat contre le mondialisme, terminologie typiquement française lorsqu'on parle de globalisation, soit un des mots d'ordre principaux de Jean-Marie Le Pen.

Il faut maintenant se tourner vers la réalité, tout au moins vers cette réalité qui peut être cernée avec précision par les études statistiques. Si cette idée fautive avait le moindre élément significatif à proposer sur l'évolution future réelle de l'économie, les pays industrialisés devraient alors, obligatoirement, avoir constaté une chute dramatique de leur part du commerce mondial sur les quinze dernières années. Le **Tableau 17** résume la situation des exportations mondiales entre 1980 et 1994.

Tableau 17

Exportations mondiales par région, en 1980 et 1994 (en pourcentages)



Les « pays industrialisés » comprennent les pays de l'Union Européenne, plus la Suisse, le Japon, la Norvège, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Sources : *World Development Report 1996* (World Bank)

Comme on le voit, les descriptions de notre effondrement total sont la marque d'une grande exagération. Mais le fait le plus intéressant est que nous sommes en présence d'une économie mondiale en expansion rapide, dans toutes les régions, et non pas d'un jeu à somme nulle. Le pourcentage des gains décrits pour chaque pays représente des montants énormes puisque les exportations mondiales ont presque doublé pendant la période considérée. Même les pays qui semblent à la traîne à la lecture du tableau exportent en réalité presque autant en 1994 que l'ensemble de ce qu'ils avaient produit en 1980 (bien sûr quelques exceptions existent, en particulier en Afrique, en Europe de l'Est et au Moyen Orient).

Les succès à l'exportation des pays industrialisés sont répartis très inégalement; certains pays ont même perdu des parts de marché durant cette période. L'illustration est donnée par le **Tableau 18** (page 39) qui montre, pour les pays industrialisés, les variations de part de marché à l'exportation de biens (en pourcentages), entre 1980 et 1994. Si l'on envisage le point de vue de la Suède, la situation est tout sauf favorable. Le Royaume Uni et la Norvège sont les seuls pays à souffrir d'une situation plus défavorable que celle de la Suède pendant ces années, mais ce fait est lié aux mouvements très capricieux des prix du pétrole.

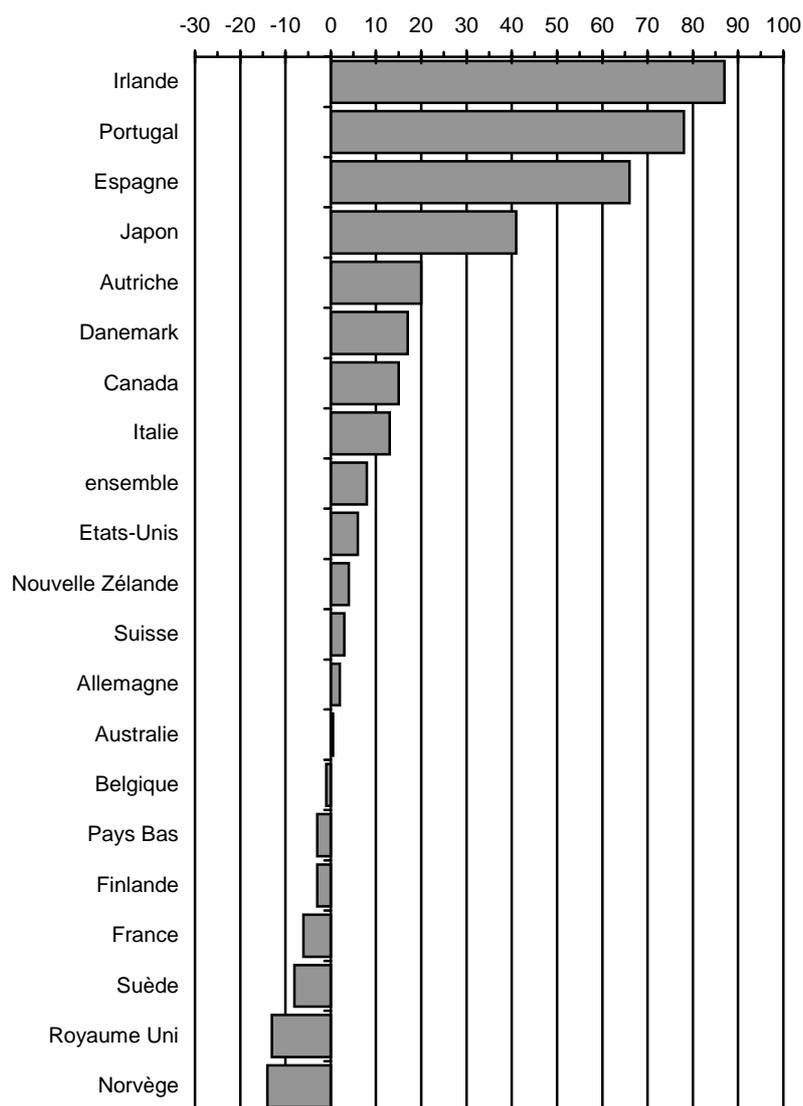
Ce qui est vrai sur le commerce mondial s'avère également pertinent pour la production industrielle mondiale. En 1995, les pays riches ont contribué à hauteur des quatre cinquièmes de cette production (80,3 %), c'est-à-dire quasiment à la hauteur de leur contribution de 1980 (82,8 %), et ce, en dépit des succès énormes enregistrés par la Chine et d'autres pays asiatiques au cours des quinze dernières années (Source : UNIDO, 1996). La délocalisation de certaines industries traditionnelles - l'industrie textile est un exemple typique - a été, dans la plupart des cas, concomitante de l'établissement de nouvelles industries; dans ce grand mouvement de développement global, la grande majorité des pays a vu une augmentation de leur production industrielle en valeurs brutes.

En définitive, les succès asiatiques n'ont pas été obtenus à nos dépens. Si l'on doit vraiment se poser la question, c'est le contraire qui apparaît. Examinant la balance commerciale de l'ensemble des pays asiatiques (sud, sud-est et est de l'Asie), nous constatons que ces pays souffrent d'un déficit substantiel (plus de 40 milliards de dollars US en 1994, selon le rapport 1996 de la Banque Mondiale) bien que leurs exportations soient en forte hausse. En d'autres termes, elles importent plus qu'elles n'exportent: c'est une situation normale lorsqu'un pays se trouve dans une période de développement intense couplé à un afflux de capital étranger. Tout simplement, c'est une contribution au développement du marché global. Ainsi, ces économies ne représentent-elles pas une menace, mais une opportunité - pour ceux qui sont capables d'apprécier les possibilités qu'une expansion de l'économie mondiale peut offrir.

Mais ce n'est pas tout. Même si nous importions tout ce que les pays du sud, de l'est et du sud-est asiatique exportent (ce qui est totalement irréaliste), c'est-à-dire si nous mettions notre propre économie hors circuit sans aucune compensation, cela ne nous rendrait pas pour autant plus pauvres. En 1994, le total des exportations de cette région immense a représenté seulement 3,41 % du Produit National Brut des pays développés. Si l'on supprime de ce calcul les contributions de Singapour et de Hong Kong, le chiffre baisse à 2,16 % (source World Bank 1996).

Tableau 18

Variation de la part des différents pays industrialisés dans les exportations mondiales de biens industriels, entre 1980 et 1994 (en pourcentages)



A partir de 1994, l'Allemagne inclut aussi l'ancienne Allemagne de l'Est ;
la Belgique inclut aussi le Luxembourg.

Sources : *World Development Report 1996* (World Bank)

Mais il y a plus encore. L'idée d'une production industrielle à bon marché issue du Tiers Monde, détruisant nos emplois, masque un fait fondamental: nous exportons bien plus de biens vers ces pays qu'ils n'en exportent vers nous. En 1992 par exemple, nous avons exporté un total de 550 milliards de dollars US vers les pays en voie de développement, alors que nous ne leur avons acheté que l'équivalent de 330 milliards de dollars US de marchandises (UNIDO, 1996).

Ce qui est vrai pour les échanges et le commerce l'est également pour les très-discutés-et-très-controversés mouvements de capitaux vers ces pays. En 1994, le flux total des investissements directs dans l'ensemble des pays en voie de développement et dans les pays de l'Europe de l'Est a représenté seulement 0,47 % du Produit National Brut des pays industrialisés – ce qui est trop peu pour menacer notre prospérité ou pour construire entièrement la leur (sources: Nations Unies 1996; Banque Mondiale 1996).

Les économies des pays asiatiques en rapide croissance ne se développent pas grâce à notre argent ou par le seul fait des entreprises multinationales « déloyales ». Elles se développent parce que, localement, existe une capacité sans précédent à épargner et à investir. Le flux des investissements directs réalisés par les occidentaux dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est représentait seulement 2,38 % du PNB de ces pays dans les années 1990-1995, ce qui ne représente qu'un quinzième des investissements lourds qui y ont été réalisés alors même que ces années représentent des sommets rarement atteints. Leur effort global représentait un volume de 36 % de leur PNB en 1994 (source : UNIDO 1996). S'ils deviennent riches, ce n'est pas parce qu'ils prennent notre richesse, mais parce qu'ils travaillent dur, parce qu'ils épargnent et investissent comme peu l'ont fait avant eux. Le miracle asiatique n'est que le miracle de l'opiniâtreté, dans le contexte d'une économie globale très dynamique qui a permis d'en augmenter la productivité par des transferts rapides de savoir-faire et de technologie (pour une analyse plus précise de ce thème, voir Gunnarsson et Rojas, 1995).

Les investissements directs des pays occidentaux sont particulièrement décriés. Mais la vérité est que les pays développés (l'Union Européenne et les Etats Unis n'étant pas les derniers) sont les pôles d'attraction principaux de ce type d'investissement. Entre 1983 et 1992 les pays les plus développés n'ont pas reçu moins des trois quarts du volume mondial des investissements directs réalisés. Ce chiffre a baissé avec la récession du début des années 1990, mais en 1992 il avoisinait encore les deux tiers du montant total (Nations Unies, 1996). En ce qui concerne l'Union Européenne, une courte citation extraite du *Rapport Monti* (1997) suffira :

Les investissements étrangers directs, dans leur ensemble, ont augmenté radicalement à la fin des années 1980 et au début des années 1990. [...] En 1992 l'Union Européenne attirait la moitié des investissements étrangers directs réalisés dans le monde. Plus de la moitié des actifs des entreprises américaines sont maintenant situés dans l'Union Européenne. (p 98).

Ainsi, au lieu de voir ses capitaux s'exiler dans d'autres parties du monde, l'Union Européenne a obtenu une hausse des investissements réalisés par le reste du monde. Ceci est lié en grande partie à la formation du grand marché intérieur unique, bien qu'il y ait des

individus qui continuent de maintenir que la formation du marché unique est la cause des problèmes qui existent au niveau de l'Europe.

Dans les récentes décennies, les échanges de biens et les flux de capitaux ont augmenté au même rythme dans les échanges internationaux. C'est par un processus de concurrence institutionnelle entre pays qui ont approximativement les mêmes niveaux de salaires que l'échec ou le succès se décide sur le marché mondial. Le spectre des pays pauvres n'est rien d'autre que cela, un spectre ou un fantôme. Le raisonnement va plus loin, comme Paul Krugman (1996) l'a démontré de façon convaincante. Nos succès ou nos échecs les plus significatifs se décident toujours dans notre propre pays. A peu près les trois quarts des emplois dans une économie développée servent aujourd'hui à produire des biens et, par dessus tout, des services qui peuvent être difficilement menacés par des producteurs étrangers. Ce qui permet de dire que la majorité de nos emplois ne peut tout simplement pas être menacée. Notre prospérité dépend donc de plus en plus de l'efficacité et de l'innovation dont nous faisons preuve pour organiser tous les emplois qui demeureront les nôtres dans le futur.

Notre besoin d'idées
fausses sur la fin du travail

Pourquoi les idées fausses sur la fin du travail ont-elles autant de succès? Leur absurdité est patente, mais elles ont réussi à atteindre le statut de vérités révélées. Qu'est-ce qui pousse à critiquer aussi amèrement un développement global qui, malgré tous ses problèmes et défauts, a apporté une croissance et une prospérité sans précédents à une large part de l'humanité? Pourquoi, à la veille d'un changement technologique et économique qui fera date, un tel besoin de dire que le monde va s'écrouler? Pourquoi ce désir permanent de désigner le système économique et l'économie de marché comme le pire ennemi de l'humanité? C'est pourtant le système économique qui a donné, d'abord à nous-mêmes puis à tant d'autres par la suite, des possibilités sans précédent de vivre mieux et plus longtemps.

Il y a de nombreuses raisons à tous ces paradoxes. L'économie de marché est un système exigeant et de nombreux risques entachent la liberté individuelle qui lui sert de fondement. Le changement incessant qui en est tout à la fois la locomotive et l'essence est exigeant envers chacun d'entre nous et nous pouvons devenir facilement des perdants si nous ne demeurons pas toujours en alerte. Des entreprises peuvent faire faillite, notre sécurité est remise en cause périodiquement par des crises, des pays en pointe sur un secteur peuvent être rattrapés par d'autres: rien de définitif n'est jamais assuré dans ce bouleversement perpétuel qu'est l'économie de marché. Ainsi, il n'est pas aussi difficile de comprendre l'aversion qui peut être développée envers ce système, la fatigue, la frustration, en particulier quand ce sont les autres qui ont du succès.

L'économie de marché génère des changements économiques et technologiques rapides qui modifient de nombreuses choses en dehors de la technologie de production. C'est l'ensemble de notre façon de vivre et de penser qui doit être, encore et toujours, refaçonnée pour rester en phase avec le temps. Ainsi, parallèlement à l'émergence de l'économie de marché, sont apparus des idéologies et des mouvements politiques dont l'objectif premier est de stopper cette propension turbulente au changement. Le rêve de restaurer une stabilité et une communauté, de placer sous contrôle le chaos anarchique de la liberté individuelle, était déjà le fondement du romantisme et du national-conservatisme des 18^{ème} et 19^{ème} siècles, comme par la suite celui des idéologies totalitaires du 20^{ème}.

Aujourd'hui, cette réaction contre l'idéologie de marché est dans une situation plus délicate encore qu'elle ne l'a été depuis longtemps, ce qui conduit directement à expliquer pourquoi les prophéties funestes ont repris autant de poids ces derniers temps. A la suite de l'effondrement du fascisme et du nazisme pendant la Seconde Guerre Mondiale, les économies planifiées socialo-communistes ont représenté la seule alternative crédible à un ordre social fondé sur l'économie de marché. Mais l'effondrement humiliant des économies planifiées a laissé sans la moindre solution de rechange ceux qui combattent l'économie de marché, de même que les sympathies importantes que cette opposition attire d'ordinaire. Ce qui a entraîné un glissement idéologique important de cette opposition, délaissant des raisonnements utopiques pour une volonté de corriger les choses³, ou passant de visions très optimistes du futur à des interprétations particulièrement pessimistes. En d'autres termes, c'est le passage d'une opposition à la société libérale classique qui croyait en une autre issue et en un ordre social plus élevé, sinon paradisiaque,

³ NdT : 'dystopian thinking' dans le texte.

à une opposition qui s'immerge elle-même dans une critique de plus en plus amère et désabusée de l'état actuel des choses parce qu'elle ne croit plus à rien, et qu'elle se concentre pour cette raison sur tous les scénarii eschatologiques possibles. Dans les années 1960 et 1970, une jeune génération radicale a considéré comme perdue la vie nouvelle qui devait bientôt commencer. Aujourd'hui, de nombreuses personnes de la même génération sont en train de renoncer à la vie, à toute vie, parce qu'elle arrive à sa fin. Les choses étaient certainement meilleures dans les jours anciens.

Il y a certainement d'autres raisons qui expliquent le succès (littéraire) de ces textes qui entendent corriger la situation. L'âge que nous vivons est caractérisé par une intensification formidable de la pression du changement. Nous sommes en train de laisser derrière nous un ordre international qui était industriel, national et européen, et une ère qui a vu les nations européennes occuper une position particulière dans le monde. C'était l'époque où l'histoire de l'Europe était l'histoire du monde, où nos industries manifestaient une domination écrasante, où notre littérature était la littérature mondiale, et où nos guerres devenaient des guerres mondiales. Le pouvoir et les mots étaient nôtres. L'Histoire, avec une majuscule, faisait son chemin à travers nous, était écrite et dite par nous: c'était notre histoire. De cette façon une identité européenne était façonnée à toutes sortes de niveaux que chacun considérait trop comme garantis, les intellectuels n'étant pas les derniers dans cette opération.

Cette état de chose n'est plus. De toute évidence cela fait mal. La globalisation n'est en réalité rien d'autre que la dissolution du monopole de pouvoir dont nous avons joui pendant aussi longtemps dans l'industrie, dans le développement technologique, et dans les mots. Tout compte fait, il ne semble pas très facile de rentrer dans ce rôle moins en vue que l'histoire de l'humanité peut nous proposer maintenant. Dans la littérature sur la fin du travail, et encore plus dans la diabolisation du processus de globalisation, il n'est pas difficile de reconnaître l'ancienne façon de regarder le monde, « notre monde », un monde qui était habitué à danser suivant le rythme que nous lui imprimions, sans trop de prévenance parfois. C'est un peu comme si nous considérions que nos problèmes sont ceux de tous, que le monde finit ici et maintenant, simplement parce que nous ne sommes plus son centre. Quelle autre solution a-t-on pour interpréter l'image aussi partielle qui sert à décrire le développement mondial, colportée partout comme La vérité ? Comment peut-on dénigrer sans cesse un âge qui est en train de donner à tous les opportunités qui nous été longtemps réservées?

Victimes des idées fausses

Les idées fausses sur la fin du travail et sur la misère associée à la globalisation pourraient être facilement ignorées si elles n'étaient qu'une sorte d'exercice thérapeutique d'auto-compassion ou d'apitoiement. Elles ne sont pas aussi innocentes. Ces idées ont fait des victimes.

La première victime, de toute évidence, c'est d'abord nous, notre société, dont l'attention a été détournée des vrais problèmes vers d'autres, artificiels. Ou pire encore. L'idée de la fin du travail exprime que nous ne pouvons pas faire grand chose contre le chômage de masse, que nous devons simplement cesser de penser aux solutions pour créer des emplois et rendre le marché du travail plus dynamique, que nous sommes toujours en première ligne pour développer le monde. Voici à titre d'exemple un extrait de l'article de Göran Rosenberg déjà cité auparavant:

La fausse question à laquelle nous répondons tous si mal consiste à savoir comment nous allons procurer un travail bien payé à tous. La réponse est probablement que nous ne le pouvons pas. De toute façon, ce n'est pas possible dans le contexte technico-économique que nous voyons émerger actuellement. (p 35)

Ceux qui se trouvent à présent hors du marché du travail avaient attisé le feu d'un tel message. Ils avaient tenu le discours suivant: « Ne vous en faites pas, il n'y a pas de postes à rechercher, aucun programme éducatif ne peut résoudre votre problème, aucune réforme ne peut ouvrir les portes qui vous sont fermées parce que, derrière, il n'y a rien. Le travail a disparu, chronologiquement d'abord pour vous mais la même chose peut éventuellement nous arriver. Nous sommes tous dans le même bateau, amis. Il faut prendre un peu patience et, pour votre confort, nous mettrons en place pour vous des 'salaires civiques'. » En d'autres termes : « Ne venez pas ici mettre la pagaille dans notre marché du travail, dans nos salaires, dans notre sécurité. Ne voyez-vous pas que le travail a disparu? »

Dans les termes du best-seller publié par Viviane Forrester, cela devient:

Quelle imposture! Tant de destins massacrés à seule fin d'édifier l'effigie d'une société disparue, fondée sur le travail et non sur son absence; tant d'existences sacrifiées au caractère fictif de l'adversaire que l'on promet d'abattre, aux phénomènes chimériques que l'on prétend vouloir réduire et pouvoir juguler! [...] Ainsi poursuivons-nous de bien étranges routines! On ne sait s'il est risible ou bien sinistre, lors d'une perpétuelle, indéracinable et croissante pénurie d'emplois, d'imposer à chacun des chômeurs décomptés par millions – et ce, chaque jour ouvrable de chaque semaine, chaque mois, chaque année – la recherche « effective et permanente » de ce travail qu'il n'y a pas. (p 17).

Mais les chômeurs ne sont pas seuls à devoir se résigner de la sorte. Dans une situation où le travail approche de sa fin, tout entrant sur le marché gêne plus ou moins: il ne peut pas augmenter la prospérité du groupe qui travaille, il n'est utile d'aucune façon, il ne peut être qu'une bouche de plus à nourrir, qu'un nouveau venu qui bénéficiera de la redistribution ou des « salaires civiques ». Dans tout discours sur l'immigration, le même argument est avancé par ceux qui ne nous sont pas favorables, à nous autres immigrants:

« Nous n'avons rien contre vous, mais le problème est qu'il n'y a pas assez de travail pour tous et que nous avons à nous servir en premier. C'est naturel n'est-ce pas? »

Comme nous l'avons déjà vu, ce ne sont pas seulement les relations avec ceux qui sont 'les autres' dans nos groupes qui se trouvent empoisonnées par ce genre de raisonnement, mais également les relations avec un monde environnant qui est alors considéré comme une menace. La vision des prophètes de malheur décrit les derniers soubresauts d'un monde dans lequel chacun se bat contre l'autre pour obtenir les emplois restants, toujours de moins en moins nombreux. Cette vision peut devenir une contribution importante à une malheureuse course en avant, où les crises et les difficultés liées à l'important problème de croissance que nous rencontrons seront exploitées pour exciter les dispositions nationalistes et xénophobes qui sont déjà par trop présentes dans l'Europe actuelle.

Références

- Asian Development Bank (1997), *Emerging Asia – Changes and Challenges*, Asian Development Bank
- Bundesamt für Statistik (1991), *Statistisches Jahrbuch der Schweiz 1991*, Neue Zürcher Zeitung
- Bureau of the Census (1996), *Statistical Abstract of the United States 1996*, US Department of Commerce.
- Europa Publications (1997), *The Europa World Year Book 1997*, Europa Publications
- Europa Publications (1998), *The Far East and Australasia 1998*, Europa Publications
- European Commission (1996), *Employment in Europe 1996*, Directorate-General for Employment, Industrial Relations and Social Affairs
- Forrester, Viviane, 1996, *L'horreur économique*, Paris: Fayard; reprint Le livre de poche # 14601, 1999
- Gunnarsson, Christer, & Mauricio Rojas (1995), *Tillväxt, Stagnation, Kaos – Ein institutionel studie av underutvecklingens orsaker och utvecklingens möjligheter*, SNS
- ILO (1996), *World Employment 1996-97 – National policies in a global context*, International Labour Office
- Ingelstam, Lars (1995), *Ekonomy för en ny tid*, Carlssons
- Krugman, Paul (1996), *Pop Internationalism*, MIT Press
- Liesner, Thelma (1989), *One Hundred Years of Economic Statistics*, The Economist Publications
- Martin, Hans Peter & Harald Schumann (1997), *Globaliseringsfällan*, Symposium. Toutes références à *Die Globaliseringsfalle*, comme traduit de l'édition suédois
- Monti, Mario (1997), *Den inre marknaden och morgendagens Europa – En rapport från Europeiska kommissionen*, SNS Forlag
- Mulgan, Geoff (1997), *Connexity – How to live in a connected world*, Chatto and Windus
- OECD (1998), *Main economic indicators – February 1998*, Statistics Directorate, OECD
- Padalino, Samanta & Marco Vivarelli (1997), 'The employment intensity in the G-7 countries', *International Labour Review*, pp. 192-213
- Reich, Robert (1991), *The work of nations*, Simon & Schuster
- Rifkin, Jeremy (1995), *The end of the work – the decline of the global labor force and the dawn of the post-market era*, G. P. Putnam's Sons, traduction française sous le titre *La fin du travail*, préface de Michel Rocard, avec une postface et un choix de

textes par Alain Caillé, Paris: La Découverte / Poche 1996-1997 (deuxième tirage: avril 1998)

Rosenberg, Göran (1997-98), 'I vårt lönearbetes svett?', *Moderna Tider*, N^{os} 86-87, pp. 32-42.

Statistics Bureau (1998), *Japan Statistical Yearbook 1998*, Management and co-ordination Agency, Government of Japan

UNIDO (1996), *The Globalization of Industry: Implications for Developing Countries Beyond 2000*, United Nations Industrial Development Organization

United Nations (1996), *World Investment Report 1996 – Investment, Trade and International Policy Arrangements*, United Nations

World Bank (1996), *From Plan to Market – World Development Report 1996*, Oxford University Press

World Economic Forum (1994), *The World Competitiveness Report 1994*, World Economic Forum

Publications can be obtained from
CNE, Avenue Louise 326, 1050 Brussels, Belgium.

Email: info@cne.be

The CNE-website can be visited at <http://www.cne.be>

Bank account:
KBC Bank:424-5538361-69

Publications:

Introducing CNE, May 1994
Free

A History of the EC/EU by a Federalist Eurosceptic
Paul Belien, May 1994, July 1995
BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

Capitalism with Capital: The Recipe for Full Employment
Paul Fabra, November 1994
BEF 500 (\$17, £10, NLG 30, FF 85, DEM 25)

The Information Policy of the European Commission
Marcel van Meerhaeghe, April 1995
BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

Drug Budgets: The hidden Costs of Control. Impact of
European Drug Payment Reform on Access, Quality and Innovation
William Looney, June 1995, April 1996
BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

La maîtrise illusoire des dépenses de santé
William Looney, Février 1996
BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

L'équimanagement, voie du libéralisme du plein emploi

Dominique Michaut, Mars 1996

BEF 500 (\$17, £10, NLG 30, FF 85, DEM 25)

The Health Care Dilemma

Paul Belien, Kevin Vigilante, September 1996

BEF 500 (\$17, £10, NLG 30, FF 85, DEM 25)

From Welfare State to Social State: Empowerment, Individual Responsibility, and Effective Compassion

Wilfried Prewo, September 1996

BEF 500 (\$17, £10, NLG 30, FF 85, DEM 25)

The Dutch Welfare: A Case Apart

Arjo Klamer, February 1997

BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

Maastricht II: Democracy, Nations and Europe

Paul Fabra, Manfred Brunner, Rod Hunter, Marie-Anne Frison-Roche, Fernand Keuleneer, May 1997

BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

Reimbursement of Medicinal Products. The German Reference Price System: Law, Administration, Practice and Economics

Bernhard M. Maassen, February 1996

BEF 500 (\$17, £10, NLG 30, FF 85, DEM 25)

Euro-Globalism? How Environmental Accords Promote EU Priorities into "Global Governance" — and Global Hazards

Jeremy Rabkin, September 1999

BEF 500 (\$17, £10, NLG 30, FF 85, DEM 25)

The Role and Responsibility of the Entrepreneur in the Future.

Die Rolle und Verantwortung des Unternehmers in der Zukunft

Helmut Maucher, March 2000

BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

Rights, Risk and Regulation.

Conference Anthology with contributions by Lord Rees-Mogg, Rod Hunter, John Wood, Lord Armstrong of Iminster, Detmar Doering, Roger Scruton, Gerard Radnitzky, Peter Koslowski, June 2000

BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

The European Unification and Its Impact on the EU Health Policy

Eckhard Knappe, Hans-Joachim Jobelius, August 2000

BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

Job Creation

Wilfried Prewo, August 2000

BEF 300 (\$10, £6, NLG 17, FF 50, DEM 15)

Forthcoming

Arbeit ohne Ende. Irrlehren über das Ende der Arbeit, German translation of *Millennium Doom* by Mauricio Rojas

Neue Wege im Gesundheitswesen. German translation of *Reinventing Health Care*. With contributions by Grace-Marie Arnett, Geert Jan Hamilton, Eckhard Knappe, Oliver Morgan, Stephen Pollard, Peter Zweifel

Regulation and its impact on the underground economy

Friedrich Schneider